

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 564

[99/11060]

8 FEVRIER 1999. — Arrêté ministériel portant retrait et suspension de la mise sur le marché des briquets à gaz de marque "Kaz", modèle "Tin light", référence KAZ 1993 — 025 H1Z, 075 H1Z, 065 H1Z, 045 H1Z, 085 H1Z, 035 H1Z

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs, notamment l'article 5;

Vu la notification relative aux briquets à gaz de marque "Kaz", via le système européen "Consom Alert", référence 7017/98;

Vu l'avis numéro CE 19983674 du 30 novembre 1998 de la Commission européenne au sujet du retrait et de la suspension de la mise sur le marché de ce produit;

Vu l'urgence motivée par les considérations que le produit présente des risques de brûlures pour de jeunes enfants;

Considérant qu'il en résulte un danger grave et immédiat,

Arrête :

Article 1^{er}. La mise sur le marché des briquets à gaz de marque "Kaz", modèle "Tin light", référence KAZ 1993 — 025 H1Z, 075 H1Z, 065 H1Z, 045 H1Z, 085 H1Z, 035 H1Z, est suspendue pour une durée d'un an.

Art. 2. Les produits visés à l'article 1er doivent être retirés du marché.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 février 1999.

E. DI RUPO

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 564

[99/11060]

8 FEBRUARI 1999. — Ministerieel besluit houdende het uit de handel nemen en het schorsen van het op de markt brengen van de gasaanstekers van het merk "Kaz", model "Tin light", referte KAZ 1993 — 025 H1Z, 075 H1Z, 065 H1Z, 045 H1Z, 085 H1Z, 035 H1Z

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de notificatie betreffende de gasaanstekers van het merk "Kaz", via het Europese "Consom Alert"-systeem, referte 7017/98;

Gelet op het advies nummer CE 19983674 van 30 november 1998 van de Europese Commissie met betrekking tot de uit de handelname en de schorsing van dit product;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de overweging dat het product een brand- en ontploffingsgevaar inhoudt voor jonge kinderen;

Overwegende dat hieruit een ernstig en onmiddellijk gevaar volgt,

Besluit :

Artikel 1. Het op de markt brengen van de gasaanstekers van het merk "Kaz", model "Tin light", referte KAZ 1993 — 025 H1Z, 075 H1Z, 065 H1Z, 045 H1Z, 085 H1Z, 035 H1Z, wordt geschorst voor één jaar.

Art. 2. De in artikel 1 vermelde producten moeten worden uit de handel genomen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 8 februari 1999.

E. DI RUPO

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 99 — 565

[C - 99/00118]

8 FEVRIER 1999. — Arrêté royal établissant le contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juin 1998 relative aux radio-communications des services de secours et de sécurité, notamment l'article 10;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 27 juillet 1998 établissant les statuts d'A.S.T.R.I.D., notamment l'article 15 de l'annexe;

Vu l'avis de l'Inspecteur de Finances, donné le 15 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre du Budget et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le contrat de gestion d'A.S.T.R.I.D. est établi conformément en texte annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Donné à Bruxelles, le 8 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 565

[C - 99/00118]

8 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het beheerscontract van A.S.T.R.I.D.

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1998 tot vaststelling van de statuten van A.S.T.R.I.D., inzonderheid de bijlage artikel 15;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 15 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 16 december 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Begroting en op het advies van Onze in Raad verenigde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het beheerscontract van A.S.T.R.I.D. wordt vastgesteld overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag van de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Gegeven te Brussel, 8 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

Annexe à l'arrêté royal du 8 février 1999

CONTRAT DE GESTION ENTRE L'ETAT BELGE ET LA S.A. A.S.T.R.I.D.

I. Principes généraux

II. Missions de service public (voir Art 10 de la loi)

A. Services

B. Infrastructure

C. La mise à disposition du système ASTRID et la fourniture de services de télécommunication

D. Adaptations et élargissements évolutifs

E. Missions d'intérêt général (Art 86ter de la loi du 21.03.91)

III. Equilibre financier - Planning des subventions

A. Equilibre financier de l'exploitation menée

B. Attribution, conditions et limites des subventions

C. Emprunts contractés par A.S.T.R.I.D.

IV. Tarifs

V. Règles de conduite vis-à-vis des clients

A. En général

B. Concernant le RCS

C. Concernant les CAD

D. Concernant les équipements terminaux

E. Concernant le Centre d'Opérations Mobile (COps Mob)

F. Qualité de service

VI. Responsabilités de l'Etat (conditions dans lesquelles A.S.T.R.I.D. peut réaliser ses missions)

VII. Représentation des clients (Cfr. Art. 15 Statuts)

I. Principes généraux

Article 1 - Définitions

Pour l'exécution du présent contrat de gestion, on entend par :

le Ministre : le Ministre de l'Intérieur;

la loi : la loi du 08 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité;

A.S.T.R.I.D. : la société anonyme de droit public créée par la Société Fédérale d'Investissements en exécution de l'article 2 de la loi;

le système ASTRID : le réseau de radiocommunication, défini dans l'article 3 de la loi, étant l'ensemble des infrastructures composant le RCS, les CAD et les extensions y attachées;

le RCS (pour "Radio Communication System") : le système de radiocommunication;

les CAD (pour "Computer Aided Dispatchings") : les systèmes de dispatching;

un COps Mob (pour "Centre d'Opérations Mobile") : une extension mobile du RCS et/ou du CAD;

le NNCC (pour "National Network Control Center") : centre chargé de la gestion et la supervision techniques des différents éléments du système ASTRID;

le COps Nat (pour "Centre d'Opérations National") : sous-ensemble des systèmes CAD permettant la gestion d'incidents de grande envergure et/ou dont l'importance dépasse le cadre d'une province;

un MDT (pour "Mobile Data Terminal") : un terminal de données mobile;

un PDT (pour "Portable Data Terminal") : un terminal de données portable;

un équipement AVL (pour "Automatic Vehicle Location") : équipement permettant la localisation des véhicules, bateaux ou aéronefs;

équipement terminal : équipement destiné à être connecté au système ASTRID, on distingue :

les équipements terminaux directement connectés au système RCS par la voie des ondes radioélectriques (radios fixes, mobiles ou portables, « pagers »,...);

les équipements terminaux connectés au système RCS via les équipements mentionnés ci-dessus (MDT, PDT, AVL,...);

les équipements terminaux directement connectés au système RCS ou à un CAD par voie filaire (terminaux de radio-dispatching, terminaux CAD à distance,...).

client ou organisation utilisatrice : tout service, institution, société ou association tel que défini à l'article 3 § 1^{er}. de la loi;

abonnement : contrat par lequel A.S.T.R.I.D. donne l'autorisation d'utiliser un équipement terminal sur le système ASTRID;

abonné : le titulaire d'un ou plusieurs abonnements;

activation : opérations techniques par lesquelles un équipement terminal peut fonctionner sur le système ASTRID.

Article 2 - Parties

Le contrat de gestion lie, d'une part, l'Etat belge, et, d'autre part, A.S.T.R.I.D., et règle les relations entre les parties ainsi que les droits, devoirs et responsabilités de chacune d'entre elles. Il ne crée aucun droit ou engagement vis-à-vis de tiers.

Il appartient à l'Etat de fournir à A.S.T.R.I.D. les moyens nécessaires afin de remplir ses missions de service public et de s'assurer que les besoins opérationnels et fonctionnels des services, institutions, sociétés ou associations mentionnés à l'article 3 § 1 de la loi soient rencontrés et ce, selon les modalités décrites dans le présent contrat. A cette fin, les autorités publiques sont également tenues de traiter les dossiers en suspens établis par A.S.T.R.I.D. dans des délais raisonnables.

A.S.T.R.I.D. doit remplir les missions de service public décrites dans ce contrat, aux conditions déterminées par celui-ci et veiller à la constitution, l'exploitation, l'entretien et les adaptations et élargissements évolutifs du système ASTRID. Toutefois, il ne lui appartient pas d'intervenir dans le fonctionnement des services, institutions, sociétés ou associations mentionnés à l'article 3 de la loi.

En tous les cas et en tous temps, les tâches de service public restent prioritaires par rapport aux éventuelles autres activités d'A.S.T.R.I.D.

Les commissaires du gouvernement veilleront à l'exécution du contrat de gestion et à toutes les décisions des organes de la société relatives aux prestations des services publiques ou non publiques ayant un effet sur les usagers, l'autorité, le fonctionnement de la société et l'intérêt public.

Article 3 - Durée de validité

Ce contrat de gestion est conclu pour une durée de 5 ans.

Il entre en vigueur le jour où l'Arrêté Royal délibéré en Conseil des Ministres approuvant le contrat est publié au *Moniteur belge*.

Le contrat peut être adapté annuellement sur demande d'une des parties avant le 31 mai. Il est statué sur cette demande avant le 30 septembre; les éventuelles adaptations entrent en vigueur le 01 janvier de l'année qui suit la publication dans le *Moniteur belge* d'un Arrêté Royal, délibéré en Conseil des Ministres.

Au plus tard 6 mois avant l'expiration du contrat de gestion, le conseil d'administration présente un nouveau projet de contrat de gestion au Ministre. Lorsqu'aucun nouveau contrat de gestion n'entre en vigueur à l'expiration du précédent, ce dernier est prolongé de plein droit, jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau contrat. Cette prolongation est annoncée au *Moniteur belge* par le Ministre. Si aucun changement au contrat de gestion n'est proposé dans l'année courante, le ministre prend des mesures d'office.

Article 4 - Conditions générales

Le contrat de gestion fixe, entre autres, les règles et conditions spéciales selon lesquelles A.S.T.R.I.D. exerce les missions de service public qui lui sont confiées par l'article 3 de la loi.

Les délais et les taux de disponibilité mentionnés dans le présent contrat de gestion (Cf. Titre II B C) sont d'application pour autant qu' A.S.T.R.I.D. ne soit pas empêchée de les respecter, pour des raisons ou circonstances qui ne pouvant lui être imputées.

Toute modification des missions de service public a pour effet que les dispositions correspondantes de ce contrat de gestion sont adaptées le 1^{er} janvier de l'année qui suit la publication dans le *Moniteur belge* d'un Arrêté Royal, délibéré en Conseil des Ministres.

Article 5 - Marchés publics

A.S.T.R.I.D. est soumise à l'application de la loi du 24 décembre 1993 portant les marchés publics et certains marchés pour la fourniture de travaux, livraisons et services. Elle est une instance adjudicatrice au sens de l'article 4, § 2, 8^o de cette loi.

Article 6 - Responsabilités en cas de dommages aux tiers

Lors de l'exploitation du système ASTRID, A.S.T.R.I.D. visera toujours au maximum d'atteindre et de dépasser les niveaux de performance imposés. Sauf faute lourde démontrable, elle ne peut jamais être rendue responsable des dommages directs ou indirects provenant de l'usage du système ASTRID ou des équipements terminaux y connectés.

II. Missions de service public (voir Art. 10 de la loi)

A. Services

Article 7 - Services publics

Par services, institutions, sociétés ou associations publics qui fournissent des services au plan des secours et de la sécurité et visés par l'article 3 §.1. de la loi, il faut entendre au moins :

- les services de police,
 - les services d'incendie,
 - la protection civile,
 - la sûreté de l'Etat,
 - la douane,
 - les services 100,
 - les parquets;
 - les services de protection de la jeunesse;
 - l'administration pénitentiaire,
 - le service des étrangers,
 - les services de la défense nationale dans le cadre de leurs missions d'appui aux autorités administratives
 - les services régionaux des eaux et forêts,
 - l'administration des voies fluviales et maritimes,
 - le service intercommunal côtier des sauveteurs de la Flandre occidentale,
 - les services d'inspection et de contrôle, institués par loi ou en vertu de la loi, décret, ordonnance ou arrêté communal,
 - d'autres services, institués par loi ou en vertu de la loi, décret, ordonnance ou arrêté communal.
- Le Ministre peut toujours ajouter des services à la liste.

Article 8 - services non publics

Dans le cadre de la politique intérieure de sécurité de l'Etat et après avoir été mandaté par le Ministre à cet effet, A.S.T.R.I.D. ouvrira également le système ASTRID, selon les conditions déterminées par le Ministre, aux services, institutions, sociétés ou associations non publics qui fournissent des services sur le plan des secours et de la sécurité.

Le mandat en question est censé être déjà donné par le présent contrat, pour une durée illimitée :

à la Croix Rouge de Belgique, comme assistante des autorités, et ceci en exécution de sa mission telle que définie dans ses statuts, en particulier à l'article 4;

aux services d'Ambulance privés en exécution de leur mission d'appui aux autorités

B. Infrastructure

Article 9 - objectifs

A.S.T.R.I.D. s'engage à constituer, exploiter, entretenir, adapter et faire évoluer le système ASTRID. De ce fait, A.S.T.R.I.D. s'engage à atteindre l'objectif suivant dans les délais fixés ci-dessous :

— proportion du territoire belge, couvert par le système ASTRID avant le 31 décembre de l'année :

1999 : 10 % (Flandre orientale, NNCC, COps Nat);

2000 : 45 % (sous réserve d'éventuelle modification - voir Art. 21 - Flandre orientale, NNCC, COps Nat, avec Flandre occidentale, Hainaut, Brabant flamand,

Région de Bruxelles-Capitale et Brabant Wallon);

2001 : 100 %;

— la capacité du réseau radio atteindra au moins 40.000 terminaux pour la fin de l'année 2001;

— pour la fin de l'année 2001, les CAD seront tous installés.

Article 10 - Collaboration

A.S.T.R.I.D. visera une collaboration maximale avec les instances publiques et les autres opérateurs de télécommunications afin de limiter les investissements dans des travaux d'infrastructure. Elle réalisera ceci en visant un usage partagé maximum d'infrastructures existantes ou en construction.

Article 11 - Autres systèmes

A.S.T.R.I.D. réalisera, dans les limites des dispositions légales et réglementaires, une circulation maximale d'information entre les CAD ASTRID, les centrales RINSIS et les systèmes CAD gérés par d'autres services, institutions, sociétés ou associations visés à l'Art. 3, § 1. de la loi.

C. La mise à disposition du système ASTRID et la fourniture de services de télécommunication

Article 12 - Services de radiocommunication

Les fonctionnalités et niveaux de performance mis à disposition par A.S.T.R.I.D. sont au moins ceux définis dans le marché public dont question à l'article 22 de la loi.

Article 13 - Services CAD

Les systèmes CAD sont mis par A.S.T.R.I.D. à la disposition des services de police belges pour usage opérationnel.

Les fonctionnalités et niveaux de performance mis à disposition par A.S.T.R.I.D. sont au moins ceux définis dans le marché public dont question à l'article 22 de la loi.

Article 14 - Services équipements terminaux

A.S.T.R.I.D. assure la connexion et le fonctionnement des équipements terminaux sur le réseau.

Les fonctionnalités et niveaux de performance mis à disposition par A.S.T.R.I.D. sont au moins ceux définis dans le marché public dont question à l'article 22 de la loi.

D. Adaptations et élargissements évolutifs

Article 15 - Procédé

Les adaptations et élargissements évolutifs peuvent être réalisé soit à l'initiative d'A.S.T.R.I.D. elle-même, soit sur demande du Comité consultatif des usagers (Cfr. Titre VII).

A.S.T.R.I.D. ne peut apporter ces adaptations et élargissements évolutifs qu'à la condition que les implications financières aient été approuvées par les mécanismes de contrôle instaurés par la loi (Cfr. Art. 17, 18 et 19 de la loi).

Il reste cependant du devoir d'A.S.T.R.I.D. d'entreprendre toutes les actions qu'elle estime nécessaire afin de faire évoluer le système ASTRID avec le temps. Dans ce sens, A.S.T.R.I.D. s'inscrit notamment à l'European Telecommunications Standards Institute et envoie des représentants aux forums nationaux et internationaux afin de suivre l'évolution dans le domaine du RCS et du CAD.

Article 16 - Etudes

En particulier, A.S.T.R.I.D. exécutera les études suivantes dans les délais imposés et les présentera par la suite au Comité consultatif des usagers et au Conseil d'Administration :

a) Etudier, développer et proposer une solution adéquate, avec ou sans la collaboration d'autres opérateurs, d'un service de rappel de personnes (« paging ») pour les clients dans le paquet de services de la société.

b) Etude des possibilités techniques et de la faisabilité financière afin d'offrir aux clients, dans le paquet de services d'A.S.T.R.I.D., des possibilités de « roaming » international avec d'autres systèmes basés sur la norme TETRA.

c) Etude des possibilités techniques et de la faisabilité financière afin d'offrir aux clients, dans le paquet de services d'A.S.T.R.I.D., des communications internationales avec des systèmes non basés sur la norme TETRA.

Les délais imposés sont respectivement :

a) Avant le 31 décembre 1999.

b) Avant le 31 décembre 2000.

c) Avant le 31 décembre 2001.

E. Missions d'intérêt général (Art. 86ter de la loi du 21.03.91)

Article 17

A.S.T.R.I.D. peut participer, à des conditions équivalentes à celles décrites pour Belgacom à l'article 86ter de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques inséré par la loi du 19 décembre 1997, à des services d'intérêt général et ce, aux conditions fixées par le Ministre et sur avis de l'IBPT.

III. Equilibre financier - Planning des subventions

A. Equilibre financier de l'exploitation menée

Article 18 - En général

La gestion générale doit faire preuve de parcimonie.

Article 19 - Amortissement

L'amortissement du système ASTRID est en principe fixé à 15 ans. Ce principe doit toutefois être appliqué avec la souplesse nécessaire afin de permettre à A.S.T.R.I.D. de prendre toutes les mesures qu'elle juge nécessaires afin de faire évoluer le système ASTRID avec son temps.

Article 20 - Revenus

De manière générale, A.S.T.R.I.D. dispose des revenus suivants :

revenus provenant des abonnements souscrits,

revenus de la vente de biens et services,

intérêts sur les avoirs de ses comptes financiers,

revenus provenant de placements et/ou participations,

une subvention attribuée par l'Etat dans le cadre de l'exécution des missions de service public.

revenus provenant de dons.

En exécution de la convention des actionnaires, le bénéfice net sera réservé pendant les 15 premières années comptables.

Article 21 - Rythme des investissements (Art 10 de la loi)

Les investissements dans le système ASTRID sont échelonnés sur 4 années :

1998 : création de la S.A. et réception du système de test,

1999 : réception du système ASTRID pour la Flandre Orientale, le NNCC, le COps Nat et un COps Mob,

2000 : réception du système ASTRID pour le Hainaut, le Brabant flamand, la Région de Bruxelles-Capitale, le Brabant wallon et la Flandre occidentale,

2001 : réception du système ASTRID pour les provinces d'Anvers, du Limbourg, de Namur, de Liège et du Luxembourg.

A.S.T.R.I.D. peut modifier l'ordre d'installation des provinces respectives pour des raisons de planning et/ou d'organisation, à condition d'en informer préalablement le comité consultatif des usagers.

Le cas échéant, elle en informe le Ministre en temps utile.

Article 22 - Echancier de versement du capital (Art. 10 de la loi)

Le plan financier suppose les versements suivants du capital :

25 % lors de la création de la S.A.,

35 % un an après la création, et

40 % deux ans après la création.

Article 23 - Plan d'entreprise

Un plan d'entreprise (« business plan ») pour cinq ans sera établi et actualisé annuellement par le conseil d'administration d' A.S.T.R.I.D. Il est envoyé au Ministre qui prend sa décision après l'accord du Ministre du Budget.

Il contient au moins les éléments suivants :

La stratégie suivie par A.S.T.R.I.D., basée sur les évolutions du marché national et international des télécommunications, en particulier dans le segment du secteur des secours et de la sécurité;

La mission d'A.S.T.R.I.D.;

Une analyse des points forts et faibles;

Une description des produits/services offerts, scindés selon qu'ils soient inclus dans l'exécution des tâches de service public ou des (éventuelles) tâches commerciales;

Les nouveaux produits envisagés;

Une description des moyens propres engagés :

politique en matière d'accords d'interconnexion avec les opérateurs privés,

politique en matière d'accords d'interconnexion avec les opérateurs étrangers des services de secours et de sécurité,

« marketing » et tarifs,

structure et construction de la S.A., avec en particulier la politique menée en matière de personnel,

logistique et infrastructure;

Le plan financier avec :

les hypothèses économiques,

la présentation du décompte des résultats et du bilan des années précédentes, et une projection pour les 5 années suivantes, avec une attention particulière pour les subventions de l'Etat;

un aperçu détaillé des emprunts en cours et planifiés.

B. Attribution, conditions et limites des subventions

Ce titre détermine les conditions et le mode de calcul des allocations à charge du budget général des dépenses du Royaume à titre de couverture de certaines dépenses qui découlent des tâches de service public (Art. 10 de la loi) de A.S.T.R.I.D.

Article 24 - Contenu

L'Etat, représenté par le Ministre et le Ministre du Budget, s'engage à inscrire annuellement un montant au budget de l'Intérieur au profit d'A.S.T.R.I.D. à titre de couverture de l'ensemble des dépenses suivantes :

a) Frais d'exploitation de la S.A. A.S.T.R.I.D.

1) Les frais d'entretien liés à l'infrastructure du système acheté par la S.A. A.S.T.R.I.D. et nécessaire à atteindre l'objectif défini à l'article 3 de la loi (matériel, logiciel et banques de données).

2) Les frais de fonctionnement de l'infrastructure du système citée dans l'Art. 24 a) 1). Parmi ces frais, il faut inclure entre autres :

- les frais de location, d'entretien et/ou l'adaptation des mâts et/ou pylônes et locaux techniques y afférents;
- les droits de licence redevables à l'IBPT; et
- les frais de location des liaisons fixes.

3) Les frais de fonctionnement de la société. Parmi ces frais, il faut inclure entre autres :

- les frais de mise en place;
- les frais de personnel;
- les frais de formation continuée du personnel;
- les frais de location des bâtiments; et
- les frais de fonctionnement journalier (matériel de bureau, téléphone,...).

Les frais d'exploitation décrits ci-dessous ne sont subventionnés par l'Etat qu'à condition qu'ils soient imputables à l'exécution des tâches de service public de la S.A. A.S.T.R.I.D. telles que définies dans la loi.

b) Subvention de soutien du prix (S.S.P.)

La subvention de soutien du prix est un montant nominal attribué le cas échéant par l'Etat par abonnement conclu cité ci-dessous entre la S.A. A.S.T.R.I.D. et les services publics visés à l'article 7.

Le montant nominal est égal à la différence entre :

- le prix net moyen (= prix sans perte, ni bénéfice, mais TVAC) d'un abonnement annuel auprès de la S.A. A.S.T.R.I.D. pour la location d'un terminal radio portable, y compris la maintenance, et
- le montant de 22.000,- FB TVAC (francs 1998).

La subvention est applicable aux abonnements suivants :

terminaux radio portables

terminaux radio mobiles

terminaux radio fixes

terminaux MDT et PDT

terminaux AVL

Article 25 - Conditions d'attribution

Les subventions annuelles pour l'année J sont attribuées par l'Etat aux conditions suivantes :

elles doivent être demandées au Ministre en exécution de ce contrat de gestion et par une requête motivée, au plus tard le 1^{er} mai de l'année J - 1;

elles doivent être basées sur des chiffres comptables (Cfr. Rapports annuels), les plus concrets possibles et sur le plan d'entreprise (« business plan ») approuvé par le conseil d'administration et les commissaires du gouvernement;

elles doivent tenir compte des soldes ou déficits éventuels (Cfr. Art. 28) des subventions payées pour l'année J - 2 et de la « part proportionnelle » payée par les services non publics (Cfr. Art. 32) lors de l'année J - 2.

Article 26 - Limitation

Les subventions durant les cinq premières années d'exploitation ne dépasseront en aucun cas les montants suivants :

Année	1998	1999	2000	2001	2002
Subvention Mio FB	44	271	542	703	822

Article 27 - Versement

Les subventions annuelles de l'Etat, comme calculées en application des articles 24, 25 et 26, sont versées au plus tard le premier jour ouvrable du mois de mars de l'année concernée.

En cas de non-versement à la date fixée, des intérêts seront dus de plein droit et calculés sur base du taux d'intérêt légal en vigueur, à compter du jour où le versement peut être exigé.

Article 28 - Contrôle sur l'établissement et l'utilisation - Définition des soldes et déficits

Le contrôle sur l'établissement des subventions de l'Etat se fait suivant l'Arrêté Royal portant le contrôle administratif et budgétaire du 16 novembre 1994.

Le contrôle sur l'utilisation des subventions de l'Etat se fait suivant les modalités de l'Art. 17 et 18 de la loi.

La définition des soldes et déficits éventuels par rapport à la subvention de l'Etat pour l'année J se fait en se basant sur les résultats d'exploitation tels qu'ils peuvent être déduits du rapport comptable annuel.

C. Emprunts contractés par A.S.T.R.I.D.

Article 29 - Compensations du fonds des amendes

Afin d'arriver à une répartition juste des charges sur les communes concernant leur participation dans la société, des compensations provenant du fonds des amendes sont prévues. Le ministre s'engage, dès la première demande du holding communal à ce sujet, à examiner la nécessité d'adaptation de l'Arrêté Royal du 05 juillet 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent bénéficier de certaines aides financières de l'Etat dans le domaine de la sécurité (Art. 3) et d'entamer la procédure d'adaptation dudit Arrêté Royal.

Article 30

Les emprunts contractés par A.S.T.R.I.D. sont conclus en collaboration avec l'administration de la Trésorerie et selon ses directives, entre autres pour ce qui concerne la consultation de la concurrence.

IV. Tarifs

Article 31 - Norme de base

Par "norme de base", on entend la quantité de communication (trafic) générée sur la voie radioélectrique par un équipement terminal et sur base de laquelle le système RCS a été dimensionné dans l'hypothèse où le système offre, à terme, des services pour 40.000 abonnés (voir marché public visé à l'article 22 de la loi).

Pour autant que les conditions générales de contrat d'A.S.T.R.I.D. le prévoient (Cfr. Art. 37), cette norme peut-être cumulée par une organisation d'utilisateurs ou de clients et ce, sur la base du nombre d'abonnements souscrits.

Article 32 - Le tarif de base pour l'utilisation d'un équipement terminal

Le tarif de base par an est composé des parties constitutives suivantes :

a) un coût pour l'abonnement, égal à X fois 1/40.000 de 1/15 du capital d'A.S.T.R.I.D. prévu dans la loi; ces frais couvrent entre autres les communications qui tombent sous la norme de base.

Pour les radios fixes, mobiles et portables et les terminaux de données fixes mobiles et portables, X =1; pour les autres équipements terminaux, ceci peut augmenter en fonction de la charge qu'ils peuvent représenter pour le système.

A.S.T.R.I.D. peut adapter ce facteur X en fonction des évolutions dans le temps et pour autant que ceci soit possible, sans mettre en danger l'équilibre financier de la société.

b) un coût de financement pour l'équipement terminal (les accessoires compris ou non, selon le choix du client) :

— s'il s'agit d'un contrat de location ou de « leasing » de l'équipement terminal pour une durée égale au délai d'amortissement choisi par les clients, ce coût est alors égal au remboursement d'un emprunt à annuités constantes, contracté afin de couvrir le coût d'investissement des équipements terminaux (les clients déterminent dans ce cas le délai de remboursement et d'amortissement);

— dans tous les autres cas, ce coût est défini librement par A.S.T.R.I.D. en fonction d'une prime de risque nécessairement incluse.

c) un coût couvrant un contrat d'entretien omnium pour l'équipement terminal auprès du fournisseur;

d) un coût couvrant un « service on site » en cas de panne ou en cas de problème avec un équipement terminal;

e) un coût pour les communications lors du dépassement de la norme de base fixée;

f) la TVA.

Les éléments figurant aux points b) et d) sont facultatifs et fonction des choix du client. Le coût cité au point c) n'est obligatoire que s'il s'agit d'un équipement terminal loué par A.S.T.R.I.D.

Les coûts de ligne pour les terminaux reliés au RCS ou aux CAD via des liaisons fixes restent à charge du client.

Article 33 - Principes d'application des tâches de service public d'A.S.T.R.I.D.

a) Les tarifs et structures tarifaires, ou les formules de calcul, des prestations fournies par A.S.T.R.I.D. dans le cadre de ses tâches de service public qui ne sont pas réglées dans le contrat de gestion, sont présentés au Ministre pour approbation. Sans rejet motivé de la part du Ministre dans les soixante (60) jours suivant présentation, ils sont considérés comme étant approuvés. Si la décision prise par le Ministre en la matière mène à des coûts supplémentaires pour A.S.T.R.I.D., ceux-ci sont couverts par une aide financière équivalente, à charge du budget général des dépenses du Royaume.

b) Les services publics mentionnés à l'article 7, paient uniquement le tarif de base pour leurs abonnements (voir article 32).

S'il s'agit d'un équipement terminal, figurant dans la liste de l'Art. 24.b et pour autant qu'il soit couvert par un contrat d'entretien, le montant à payer par abonnement est diminué de la S.S.P. (voir article 24).

c) En ce qui concerne l'exécution des missions d'appui aux autorités, les services non publics mentionnés à l'article 8, paient le tarif de base pour leurs abonnements (voir article 32). Pour les autres missions, les tarifs comme décrits dans l'article 35 sont d'application.

Article 34 - Adaptations

Afin d'assurer l'implémentation d'ASTRID et sans être discriminatoire vis-à-vis des clients, le Ministre peut adapter les Articles 31, 32 et 33, sur proposition de la société, après avis du comité consultatif des usagers, après accord du Ministre du Budget et en tenant compte des résultats d'entreprise provenant du service commercial.

Article 35 - Service commercial

A.S.T.R.I.D. ne peut fournir des services sur une base commerciale qu'après y avoir été autorisée par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres (Art. 3 § 3 de la loi).

Pour les services fournis sur base commerciale, A.S.T.R.I.D. peut fixer librement ses tarifs et structures tarifaires. Dans ce cas, elle est obligée d'imposer des prix qui ne faussent en aucun cas la concurrence et pour lesquels une marge bénéficiaire acceptable est prise en compte.

Pour une même prestation de service, elle doit également pratiquer le même prix pour toute la Belgique.

V. Règles de conduite vis-à-vis des clients

A. En général

Article 36 - Principes

Dans le cadre des plans catastrophe, l'autorité administrative responsable de la coordination des différentes phases des plans catastrophe dispose d'une compétence générale de décision dans l'engagement, l'organisation et la configuration du système ASTRID.

A.S.T.R.I.D. ne peut mettre ses services à disposition d'un client que sur la base d'un contrat qui ne peut en aucun cas être contraire au contrat de gestion.

Un tel contrat doit décrire clairement les droits et obligations des deux parties.

Article 37 - Conditions générales du contrat

Au plus tard trois mois après la publication de l'arrêté royal approuvant le contrat de gestion, A.S.T.R.I.D. présentera les conditions générales au Ministre pour ratification. Elle ajoutera au dossier l'avis (voir Titre VII) émanant du comité consultatif des usagers à ce sujet.

Les conditions générales ont trait notamment à la description du service, aux délais de livraison standards, aux motifs de refus, aux responsabilités, aux règles de sécurité et de confidentialité, aux modes de facturation et de paiement, au non-paiement, à la mauvaise utilisation, au traitement des litiges, à l'homologation d'équipements terminaux et à l'expiration de la fourniture du service.

Dans ses conditions générales, A.S.T.R.I.D. définit en particulier quels aspects de l'exploitation des systèmes RCS et CAD peuvent ou non être exécutés par le client. Elle précise à ce sujet les responsabilités des deux parties. Dans tous les cas, le principe appliqué sera que l'exploitation et la supervision technique reste toujours une responsabilité d'A.S.T.R.I.D.

Article 38 - Formation

En termes de formation, A.S.T.R.I.D. s'engage à assister au maximum ses clients cités dans l'Art. 7 sans coût supplémentaire. De plus, elle prendra en charge un rôle de coordination en ce qui concerne l'offre de formations contre paiement.

B. Concernant le RCS

Article 39 - Configuration du système

A.S.T.R.I.D. s'engage à configurer et à programmer le système RCS selon les besoins des clients qui seront définis et précisés dans les contrats conclus avec ces clients et compte tenu de la capacité et des spécificités du système RCS. La configuration et la programmation du système comprend entre autres :

la définition d'un plan de numérotation (numéros d'abonné);

la définition des groupes de communication dans le système;

la définition des droits des abonnés selon le type d'abonnement souscrit ("profil").

Ceci fait partie des services offerts par A.S.T.R.I.D. quel que soit le type d'abonnement souscrit.

Article 40 - Migration

A.S.T.R.I.D. s'engage à assister au maximum ses clients en ce qui concerne la migration des anciens systèmes de radiocommunication vers le système ASTRID. Dans ce cadre, A.S.T.R.I.D. prévoira la connexion des anciens systèmes vers le système ASTRID pendant la phase transitoire.

L'appui donné par A.S.T.R.I.D. et les modalités d'exécution de la migration seront mentionnées dans les contrats entre A.S.T.R.I.D. et ses clients.

Article 41 - Propriété des données

Les données recueillies par A.S.T.R.I.D. concernant les communications envoyées et reçues par les abonnés du système RCS sont la propriété des organisations auxquelles appartiennent les différents abonnés participant à ces communications.

A.S.T.R.I.D. se réserve néanmoins le droit d'utiliser ces données à des fins de facturation et d'établissement de statistiques et de mesures de la qualité des services offerts. Dans ce cadre A.S.T.R.I.D. garentira la confidentialité de ces données.

C. Concernant les CAD

Article 42 - Principes

L'installation, la mise à la disposition et l'utilisation des systèmes CAD ASTRID et du centre d'opération national y associé au profit des services de police belges, sont définies par un arrêté ministériel.

Article 43 - Propriété des données

Sauf les données mises à la disposition par A.S.T.R.I.D., toutes les données recueillies dans les CAD ASTRID sont la propriété des usagers.

A.S.T.R.I.D. se réserve le droit d'accès à ces données à des fins de statistiques et de mesures de la qualité. Les modalités de ce droit d'accès doivent être définies dans l'arrêté ministériel cité dans l'Art. 42.

D. Concernant les équipements terminaux

Article 44 - En général

Chaque équipement terminal peut être soit loué directement auprès d'A.S.T.R.I.D., soit acheté par le client et être connecté au système ASTRID via le paiement d'un "abonnement".

Il peut être acheté soit auprès d'A.S.T.R.I.D. soit chez un autre fournisseur.

Les services, institutions, sociétés ou associations visés au §.1. de l'article 3 de la loi ne sont pas soumis à la loi sur les marchés publics du 24 décembre 1993 pour ce qui concerne la conclusion d'un abonnement avec ou sans équipements terminaux chez A.S.T.R.I.D.

Article 45 - Homologation

Tout équipement acheté par un client auprès d'un tiers devra faire l'objet d'une homologation par A.S.T.R.I.D. avant de pouvoir être activé sur le réseau.

A.S.T.R.I.D. publiera annuellement la liste des terminaux homologués habilités à être connectés au système.

Article 46 - Programmation

La programmation de l'équipement terminal et les droits des clients pour l'exécution de la totalité ou une partie de cette programmation seront détaillés dans les contrats conclus entre A.S.T.R.I.D. et ses clients.

Quoi qu'il en soit, A.S.T.R.I.D. proposera la programmation des équipements terminaux dans ses services de base fourni, lors de l'activation du terminal au système ASTRID.

Article 47 - Activation et fonctionnement

A.S.T.R.I.D. s'engage à donner suite dans les 5 jours ouvrables à une demande d'activation d'équipements terminaux introduite par une organisation utilisatrice, à condition que le "profil" de ces équipements ait été fixé au préalable, de commun accord entre les parties.

Article 48 - Remplacement d'un équipement terminal

En cas de panne d'un équipement terminal loué, et à condition que le contrat de maintenance obligatoire soit signé (cf. Art. 32, avant-dernier §), A.S.T.R.I.D. s'engage à mettre, dans les 24 heures, un équipement en ordre de marche et programmé avec le même « profil » que l'équipement défectueux. Cet échange sera réalisé au siège d'A.S.T.R.I.D. le plus proche ou chez le client qui devra, dans ce cas, payer des frais supplémentaires.

E. Concernant le Centre d'Opérations Mobile (COps Mob)

Article 49 - En général

Les extensions mobiles des systèmes RCS et CAD relèvent de la compétence exclusive d'A.S.T.R.I.D.

Article 50 - Mise à disposition

La mise à disposition de tels équipements est régie par les dispositions générales du chapitre V, Titres A, B, C et D.

Des règles particulières de l'activation ou de la mise à disposition éventuelle d'un COps Mob à une organisation utilisatrice seront fixées ultérieurement par A.S.T.R.I.D. après concertation avec le comité consultatif des usagers.

F. Qualité de service

Article 51 - Rapport annuel

A.S.T.R.I.D. s'engage à collecter et à publier, dans son rapport annuel, au minimum les indicateurs de qualité suivants relatifs aux services de radiocommunication et aux services CAD :

taux de disponibilité du RCS;

taux d'échec des appels;

taux de placement en file d'attente;

durée moyenne d'attente;

délais d'activation;

délais d'intervention;

taux de disponibilité du CAD.

Ce rapport annuel contiendra également :

les comptes annuels de la société;

des statistiques et analyses à propos des plaintes (contenu, fréquence, rapidité de traitement, suites données,...).

VI. Responsabilités de l'Etat (conditions dans lesquelles A.S.T.R.I.D. peut réaliser ses missions)

Article 52 - Infrastructures

Afin que A.S.T.R.I.D. puisse exécuter sa mission, l'Etat doit mettre à sa disposition, dans les délais à convenir entre A.S.T.R.I.D. et les Ministres compétents, les infrastructures suivantes :

1. Bâtiments destinés aux CAD

Les services compétents des usagers et de la Régie des Bâtiments mettront à la disposition d'A.S.T.R.I.D., en temps voulu (voir Art. 9), les locaux nécessaires pour abriter les systèmes CAD.

Il s'agit du :

CAD Flandre occidentale	Zandstraat 148, 8000 Brugge
CAD Flandre orientale	Groendreef 181, 9000 Gent
CAD Anvers	Boomsesteenweg 180, 2610 Antwerpen
CAD Limbourg	Luikersteenweg 228, 3500 Hasselt
CAD Brabant flamand	Pleinstraat 135, 3001 Leuven
CAD Bruxelles et COpsNat	Rue Fritz Toussaint 47, 1050 Bruxelles
Extension Aéroport national	Aéroport Nationale, 1930 Zaventem
CAD Brabant-wallon	Chaussée de Louvain 34, 1300 Wavre
CAD Hainaut	Chemin de Procession 188, 7000 Mons
CAD Namur	Rue Bertrand Janquin 70, 5100 Namur-Jambes
CAD Liège	Rue Saint Léonard 47, 4000 Liège
CAD Luxembourg	Rue de Neufchâteau 132, 6700 Arlon

Les coûts d'entretien et d'utilisation (eau, énergie, ...) de ces locaux sont à charge des utilisateurs des systèmes CAD.

A ce sujet, un protocole doit être conclu entre la société et le Ministère de la Fonction Publique (Régie des Bâtiments) dans un délai de deux mois qui suit à la publication de l'Arrêté Royal établissant ce contrat de gestion.

2. Mâts et pylônes du RCS

Le Ministère de la Fonction Publique (Régie des Bâtiments) ou tout autre service donneront l'autorisation à A.S.T.R.I.D. d'installer les équipements sur les mâts ou pylônes, propriété de l'Etat, à condition que :

A.S.T.R.I.D., en accord avec les usagers des systèmes actuellement installés sur cette infrastructure, prenne les mesures nécessaires pour que l'embaras pour l'utilisation de ces systèmes soit minimal et

le matériel installé ne mette pas en danger la stabilité de l'infrastructure.

Le Ministère de la Fonction Publique (Régie des Bâtiments), mettra à la disposition d'A.S.T.R.I.D. l'espace nécessaire pour installer un « shelter » (par « shelter » il faut entendre un conteneur technique de +/- 6 m²) si possible à proximité de chacun de ces mâts ou pylônes.

A ce sujet, un protocole doit être conclu entre la société et le Ministère de la Fonction Publique (Régie des Bâtiments) dans un délai de deux mois qui suit à la publication de l'Arrêté Royal établissant ce contrat de gestion.

3. Infrastructure du système BEMILCOM

Le Ministère de la Défense Nationale permettra à A.S.T.R.I.D. de placer des équipements sur les mâts ou tours de BEMILCOM à condition que :

A.S.T.R.I.D. respecte les prescriptions techniques d'installation de matériels non-BEMILCOM sur les tours BEMILCOM,

le matériel installé ne mette pas en danger la stabilité de l'infrastructure, et

A.S.T.R.I.D. prend en charge les coûts financiers qui résultent des études de stabilité et technique nécessaires.

Le Ministère de Défense Nationale mettra à la disposition d'A.S.T.R.I.D. l'espace nécessaire pour installer un « shelter » (par « shelter » il faut entendre un conteneur technique de +/- 6 m²) si possible à proximité de chacun de ces mâts ou tours.

A ce sujet, un protocole doit être conclu entre la société et le Ministère de la Défense Nationale dans un délai de deux mois qui suit à la publication de l'Arrêté Royal établissant ce contrat de gestion.

Article 53 - Connexion au système

Pour les services mentionnés à l'article 7, les ministres compétents respectifs stimuleront la connexion selon les hypothèses décrites dans le plan financier.

Dans tous les cas, les services fédéraux de police, la protection civile, la sûreté de l'Etat, les douanes et le service 100, doivent utiliser complètement les services d'A.S.T.R.I.D. pour leurs radiocommunications, pour le 01 janvier 2005 au plus tard. L'obligation de se connecter n'empêche nullement l'exécution des missions leur attribuées par ou en vertu de la loi.

Pour les services communaux mentionnés à l'article 7 et dans le cadre de sa politique de subvention, le Ministre stimulera la connexion selon les hypothèses décrites dans le plan financier.

Article 54 - Banques de données centrales des services de police (POLIS)

Le Service Général d'appui Policier (SGAP) sera responsable, en collaboration avec les services de police concernés, des adaptations nécessaires à l'infrastructure informatique propre afin que l'accès aux banques de données centrales des services de police (Cfr. système POLIS) à partir des systèmes CAD et de tous les MDT utilisés par les services de police belges soit garanti au moment de la livraison des systèmes CAD respectifs.

Le Ministre négociera après l'accord du Ministre du Budget le co-financement de ces adaptations par A.S.T.R.I.D. avec le conseil d'administration.

Article 55 - Réseau Informatique National des Services d'Incendie et de Secours (RINSIS)

La Direction Générale de la Protection Civile sera responsable des adaptations nécessaires à l'infrastructure informatique des centres RINSIS afin de réaliser l'interface entre ces centres et les CAD ASTRID au plus tard 1 an après la livraison des systèmes RINSIS ou CAD ASTRID, la dernière date étant prise en considération.

Le Ministre négociera après l'accord du Ministre du Budget le co-financement de ces adaptations par A.S.T.R.I.D. avec le conseil d'administration.

Article 56 - Project Informatique de Police - PIP

La Direction Générale de la Police Générale du Royaume sera responsable des adaptations nécessaires à l'infrastructure informatique PIP afin de réaliser l'interface entre cette plate-forme et les CAD ASTRID, au plus tard à la date de livraison des CAD ASTRID.

Le Ministre négociera après l'accord du Ministre du Budget le co-financement de ces adaptations par A.S.T.R.I.D. avec le conseil d'administration.

VII. Représentation des clients (Cfr. Art. 15 Statuts)

Article 57 - comité consultatif des usagers.

Le comité consultatif des usagers comme prévu dans l'Art. 15 des statuts est composé de :

- un représentant de la gendarmerie, désigné par le commandant de la gendarmerie;
- un représentant de la police communale, désigné par la commission permanente de la police communale;
- un représentant de la police judiciaire, désigné par le commissaire général de la police judiciaire;
- un représentant des services d'incendie, désigné par le directeur général de la protection civile;
- un représentant de la protection civile, désigné par le directeur général de la protection civile;
- un représentant des douanes, désigné par le directeur général des douanes et accises;
- un représentant de la sûreté de l'Etat, désigné par l'administrateur-général de la sûreté de l'Etat;
- un représentant du service 100, désigné par le directeur général de la santé publique;
- un représentant des autres services (Cfr. Art. 7) ou services non publics qui ont conclu un contrat d'au moins 500 abonnements. Pour arriver au quota de 500 abonnements, ces services peuvent se grouper.

Article 58 - Missions et fonctionnement

Le conseil d'administration règle le fonctionnement interne du comité, après avoir demandé l'avis du comité.

Lors de sa première séance, le comité choisit un président parmi ses membres. La durée du mandat du président est d'un an et est renouvelable.

A.S.T.R.I.D. se charge du secrétariat, l'envoi des convocations et l'appui matériel du comité.

Le comité :

- rend un avis au conseil d'administration et à l'administrateur délégué (ou le cas échéant, au directeur général) sur les questions qui lui sont posées, et ceci dans les délais prévus;
- rédige des propositions relatives à l'amélioration des prestations de service par A.S.T.R.I.D.;
- prend des décisions par consensus ou, à défaut, à la majorité à condition de faire part des points de vue minoritaires.

Article 59 - Personnel de la SA (Art. 16 de la loi)

Les postes vacants de la SA A.S.T.R.I.D. sont en tous cas déclarés auprès du comité consultatif des usagers.

Le comité consultatif des usagers définit et est ensuite responsable de la distribution vers les services qu'il représente.

Fait à Bruxelles le en deux exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire,

SA A.S.T.R.I.D., L'Etat belge,

Ch. JANSSENS, R. CARLIER, L. VAN DEN BOSSCHE, H. VAN ROMPUY

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 8 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Bijlage bij het koninklijk besluit van 8 februari 1999

BEHEERSCONTRACT TUSSEN DE BELGISCHE STAAT EN DE N.V. A.S.T.R.I.D.

I. Algemene principes

II. Taken van openbare dienst (Cfr Art 10 Wet)

A. Diensten

B. Infrastructuur

C. Het ter beschikking stellen van het ASTRID-systeem en de levering van telecommunicatiediensten

D. Verdere ontwikkeling en uitbreiding

E. Taken van algemeen belang (Art 86ter W 21.03.91)

III. Financieel evenwicht - Planning staatsbijdragen

A. Financieel evenwicht van de gevoerde uitbating

B. Toekenning, voorwaarden en grenzen aan de bijdrage van de Staat

C. Leningen aangegaan door A.S.T.R.I.D.

IV. Tarieven

V. Gedragsregels t.o.v. de klanten

A. Algemeen

B. Betreffende het RCS

C. Betreffende de CAD

D. Betreffende de eindapparatuur

E. Betreffende de Mobiele Operatie Centra (Mob OpsC)

F. Kwaliteit van de diensten

VI. Verantwoordelijkheid van de Staat (voorwaarden die A.S.T.R.I.D. toelaten haar taak uit te voeren)

VII. Vertegenwoordiging van de klanten (Cfr Art. 15 statuten)

I. Algemene principes

Artikel 1 - Definities

Voor de uitvoering van het huidig beheerscontract verstaat men onder :

de Minister : de Minister van Binnenlandse Zaken.

de wet : de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten.

A.S.T.R.I.D. : de naamloze vennootschap van publiek recht opgericht door de Federale InvesteringsMaatschappij in uitvoering van Art. 2 van de wet.

het ASTRID-systeem : het radiocommunicatie-netwerk, gedefinieerd in Art. 3 van de wet, dit wil zeggen het geheel van de infrastructuur bestaande uit het RCS, de CAD's en de bijhorende uitbreidingen.

het RCS (Radio Communication System) : het radiocommunicatiesysteem.

de CAD (Computer Aided Dispatchings) : het dispatching systeem.

een Mob OpsC (Mobile Operation Center) : een verplaatsbare uitbreiding van RCS en/of CAD.

het NNCC (National Network Control Center) : het centrum dat instaat voor het beheer en de technische opvolging van de verschillende onderdelen van het ASTRID-systeem.

het NatOpsC (National Operation Center) : het onderdeel van de CAD dat instaat voor het beheer van grote incidenten en/of incidenten die het grondgebied van een provincie overschrijden.

een MDT (Mobile Data Terminal) : een mobiel eindapparaat voor data.

een PDT (Portable Data Terminal) : een draagbaar eindapparaat voor data.

AVL apparatuur (Automatic Vehicle Location) : apparatuur die instaat voor de automatische plaatsbepaling van voer- vaar- of vliegtuigen.

eindapparatuur : de apparatuur die bedoeld is om op het ASTRID-systeem aangesloten te worden. Hiermee wordt de volgende apparatuur bedoeld :

de apparatuur die rechtstreeks a.h.v. radiogolven op het RCS is aangesloten (vaste stations, mobiele of draagbare radio's, pagers, ...);

de apparatuur die via de hierboven vermelde apparatuur op het RCS is aangesloten (MDT, PDT, AVL,...);

de apparatuur die rechtstreeks via bekabeling op het RCS of een CAD is aangesloten (radiodispatchings, CAD-terminals op afstand, ...);

klant of gebruikersorganisatie : iedere dienst, instelling, vennootschap of vereniging zoals bedoeld in Art. 3, § 1 van de wet.

abonnement : contract waarmee A.S.T.R.I.D. het recht verleent om een eindapparaat te gebruiken op het ASTRID-systeem.

abonnee : de houder van één of meerdere abonnementen.

activering : de technische handelingen waardoor een eindapparaat op het ASTRID-systeem kan gebruikt worden.

Artikel 2 - Partijen

Het beheerscontract verbindt enerzijds de Belgische Staat en anderzijds A.S.T.R.I.D. en regelt de verhoudingen tussen deze beide partijen evenals de rechten, plichten en verantwoordelijkheden van elk van hen. Het scheidt geen rechten of verbintenissen t.o.v. derden.

Het is de taak van de Staat om A.S.T.R.I.D. de nodige middelen te bezorgen om haar taken van openbare dienst te kunnen vervullen en zich ervan te vergewissen dat de operationele en functionele behoeften van diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen vermeld in Art. 3 §1 van de wet, vervuld worden, volgens de wijze vermeld in onderhavig contract. Daartoe zijn alle overheidsorganen er dan ook toe gehouden de door A.S.T.R.I.D. bij hen aanhangig gemaakte dossiers binnen redelijke termijnen te behandelen.

A.S.T.R.I.D. moet de dienstverlenende taken uitvoeren die beschreven zijn in dit contract en moet toezien op de opbouw, de uitbating, het onderhoud, de verdere ontwikkeling en uitbreiding van het ASTRID-systeem. Hiervoor mag zij echter niet tussenkomen in de werking van diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen bedoeld in Art. 3 van de wet.

De taken van openbare dienst zullen altijd en overal voorrang hebben op eventuele andere activiteiten van A.S.T.R.I.D.

De regeringscommissarissen zien toe op de uitvoering van het beheerscontract, evenals op alle andere beslissingen van de organen van de vennootschap m.b.t. de al dan niet openbare dienstverlening met invloed op de gebruikers, de overheid, de werking van de vennootschap en het algemeen belang.

Artikel 3 - Geldigheidsduur

Dit beheerscontract wordt afgesloten voor een periode van 5 jaar.

Het wordt van kracht de dag waarop het in de Ministerraad overlegd Koninklijk Besluit, dat het contract goedkeurt, in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Beide partijen kunnen jaarlijks, en wel vóór 31 mei, een aanvraag om wijziging indienen. Vóór 30 september wordt beslist over de aanvraag. De eventueel aangenomen wijzigingen worden, na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* a.h.v. een in Ministerraad overlegd Koninklijk besluit, van kracht op 1 januari van het daaropvolgende jaar.

Uiterlijk 6 maanden voor het verstrijken van het beheerscontract legt de raad van bestuur een nieuw ontwerp van beheerscontract aan de Minister voor. Indien bij het verstrijken van de geldigheidsduur van het beheerscontract geen nieuw beheerscontract van kracht is geworden, wordt het oude van rechtswege verlengd, tot op het ogenblik dat het nieuw beheerscontract van kracht is geworden. Deze verlenging wordt door de Minister in het *Belgisch Staatsblad* kenbaar gemaakt. Indien in het lopende jaar geen wijzigingen aan het beheerscontract worden voorgesteld, neemt de Minister ambtshalve maatregelen.

Artikel 4 - Algemene voorwaarden

Het beheerscontract bepaalt onder andere de voorwaarden en wijze waarop A.S.T.R.I.D. de taken van openbare dienst uitoefent die haar zijn toevertrouwd door Art. 3 van de wet.

De wachttijden en de beschikbaarheidsgraad die in dit beheerscontract worden vermeld (Cf Titel II - C) zijn slechts van toepassing voor zover A.S.T.R.I.D. niet belemmerd wordt deze na te leven door gebeurtenissen of omstandigheden die niet aan haar toegeschreven kunnen worden.

Elke wijziging in de taken van openbare dienst heeft als gevolg dat de daaruit voortvloeiende aanpassingen aan het beheerscontract, na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* a.h.v. een in Ministerraad overlegd Koninklijk besluit, van kracht worden op 1 januari van het daaropvolgende jaar.

Artikel 5 - Overheidsopdrachten

A.S.T.R.I.D. is onderworpen aan de toepassing van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten. Zij is een aanbestedende overheid in de zin van artikel 4, § 2, 8° van deze wet.

Artikel 6 - Verantwoordelijkheden voor schade aan derden

Bij de uitbating van het ASTRID-systeem moet A.S.T.R.I.D. er steeds zo veel mogelijk naar streven om de opgelegde performantieniveaus te halen en te overstijgen. Behoudens aantoonbare zware fout kan zij nooit aansprakelijk worden gesteld voor rechtstreekse of onrechtstreekse schade voortvloeiend uit het gebruik van het ASTRID-systeem of de erop aangesloten eindapparaten.

II. Taken van openbare dienst (Cfr Art. 10 wet)

A. Diensten

Artikel 7 - Openbare diensten

Onder de in artikel 3 §1 van de wet bedoelde openbare diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid dienen minstens te worden verstaan :

- de politiediensten
 - de brandweerdiensten
 - de civiele bescherming
 - de veiligheid van de staat
 - de douane
 - de dienst 100
 - de parketten
 - de dienst jeugdbescherming
 - de diensten van het gevangeniswezen
 - de dienst vreemdelingenzaken
 - de diensten van landsverdediging binnen hun steunopdrachten ten behoeve van de administratieve overheden
 - de gewestelijke diensten van waters en bossen
 - de administratie waterwegen en zeewezen
 - de intercommunale kustreddingsdienst West-Vlaanderen
 - de inspectie- en controlediensten, ingericht bij of krachtens de wet, decreet, ordonnantie of gemeentebesluit, andere diensten, ingericht bij of krachtens de wet, decreet, ordonnantie of gemeentebesluit.
- De Minister kan steeds diensten toevoegen aan de lijst.

Artikel 8 - Niet openbare diensten

In het raam van het binnenlands veiligheidsbeleid van de Staat zal A.S.T.R.I.D., na hiertoe te zijn gemachtigd door de Minister, het ASTRID-systeem binnen de door hem bepaalde voorwaarden eveneens openstellen voor niet openbare diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen die diensten verstrekken op het vlak van de hulpverlening en de veiligheid.

De genoemde machtiging wordt geacht bij deze reeds gegeven te zijn voor onbeperkte duur aan :

het Belgische Rode Kruis, als helper van de overheid, en wel in uitvoering van haar opdracht zoals bepaald in haar statuten, in het bijzonder Art 4.

private ziekenwagendiensten, in uitvoering van opdrachten als helper van de overheid.

B. Infrastructuur

Artikel 9 - Doelstellingen

A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe om het ASTRID-systeem op te bouwen, uit te baten, te onderhouden, aan te passen en verder te ontwikkelen. Hiervoor verbindt A.S.T.R.I.D. zich ertoe om binnen de hierna vastgestelde termijnen de aangehaalde doelstellingen te verwezenlijken :

— dekkingsgraad van het ASTRID-systeem op het Belgisch grondgebied vóór 31 december van het jaar :

1999 : 10 % (Oost-Vlaanderen, NNCC, Nat OpsC),

2000 : 45 % (onder voorbehoud van eventuele wijzigingen - zie Art. 21 - Oost-Vlaanderen,

NNCC, Nat OpsC, en bijkomend West-Vlaanderen, Henegouwen, Vlaams-

Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Waals-Brabant),

2001 : 100 %;

— vóór het einde van het jaar 2001 zal de capaciteit van het radionetwerk minstens 40.000 eindapparaten zijn;

— vóór het einde van het jaar 2001 zal de CAD volledig uitgebouwd zijn.

Artikel 10 - Samenwerking

A.S.T.R.I.D. zal een zo groot mogelijke samenwerking nastreven met de overheidsinstanties en de andere telecommunicatieoperatoren om de investeringen in infrastructuurwerken te beperken. Zij zal dit doen door zo veel mogelijk het gedeeld gebruik van bestaande en nieuw uit te bouwen infrastructuur na te streven.

Artikel 11 - Andere systemen

A.S.T.R.I.D. zal, binnen de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen, een zo groot mogelijke informatie-doorstroming bewerkstelligen tussen de CAD van het ASTRID-systeem, de NATINUL-centrales en CAD-systemen beheerd door andere diensten, instellingen, vennootschappen of verenigingen bedoeld in Art. 3, § .1. van de wet.

C. Het ter beschikking stellen van het ASTRID-systeem en de levering van telecommunicatiediensten

Artikel 12 - Diensten in verband met radiocommunicatie

De functionaliteiten en performantieniveaus die door A.S.T.R.I.D. ter beschikking zullen worden gesteld zijn minstens deze bepaald in de overheidsopdracht bedoeld in Art. 22 van de wet.

Artikel 13 - Diensten in verband met CAD

De CAD-systemen worden door A.S.T.R.I.D. voor operationeel gebruik ter beschikking gesteld van de Belgische politiediensten.

De functionaliteiten en performantieniveaus die door A.S.T.R.I.D. ter beschikking zullen worden gesteld zijn minstens deze bepaald in de overheidsopdracht bedoeld in Art. 22 van de wet.

Artikel 14 - Diensten in verband met de eindapparatuur

A.S.T.R.I.D. verzekert de verbinding met en de werking van eindapparatuur op het netwerk.

De functionaliteiten en performantieniveaus die door A.S.T.R.I.D. ter beschikking zullen worden gesteld zijn minstens deze bepaald in de overheidsopdracht bedoeld in Art. 22 van de wet.

D. Verdere ontwikkeling en uitbreiding

Artikel 15 - Handelwijze

Verdere ontwikkeling en uitbreiding kunnen hetzij op initiatief van A.S.T.R.I.D. zelf, hetzij op vraag van het raadgevend comité van gebruikers (Cfr titel VII) gerealiseerd worden.

A.S.T.R.I.D. kan de verdere ontwikkeling en uitbreiding van het ASTRID-systeem slechts uitvoeren voor zover de financiële gevolgen ervan werden goedgekeurd door de bij de wet ingestelde controlemechanismen (Cf Art. 17, 18 en 19 van de wet).

Het blijft evenwel de plicht van A.S.T.R.I.D. om alle maatregelen te nemen die zij nodig acht om het ASTRID-systeem met zijn tijd mee te laten gaan. In die zin sluit A.S.T.R.I.D. zich onder meer aan bij het European Telecommunications Standards Institute en zendt zij vertegenwoordigers naar nationale en internationale fora teneinde de evoluties in het domein van RCS en CAD te volgen.

Artikel 16 - Studies

In het bijzonder moet A.S.T.R.I.D. de volgende studies binnen de opgelegde termijn uitvoeren en vervolgens voorleggen aan het raadgevend comité van gebruikers en de raad van bestuur :

a) Het onderzoeken, uitwerken en voorstellen van een doeltreffende oplossing, al dan niet in samenwerking met andere operatoren, van een personenoproepdienst (paging) voor de klanten binnen het dienstenpakket van de vennootschap.

b) Onderzoek naar de technische mogelijkheden en financiële haalbaarheid om binnen het dienstenpakket van A.S.T.R.I.D. aan de klanten internationale roamingmogelijkheden aan te bieden met andere op de TETRA-norm gebaseerde systemen.

c) Onderzoek naar de technische mogelijkheden en financiële haalbaarheid om binnen het dienstenpakket van A.S.T.R.I.D. aan de klanten internationale communicaties aan te bieden met systemen welke niet op de TETRA-norm gebaseerd zijn.

De opgelegde termijn is respectievelijk :

a) Vóór 31 december 1999.

b) Vóór 31 december 2000.

c) Vóór 31 december 2001.

E. Taken van algemeen belang (Art. 86ter W 21.03.91)

Artikel 17

A.S.T.R.I.D. kan haar medewerking aan de diensten van algemeen belang verlenen zoals beschreven voor Belgacom in Art. 86ter van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd door de wet van 19 december 1997, en wel aan voorwaarden bepaald door de Minister en op advies van het BIPT.

III. Financieel evenwicht - Planning staatsbijdragen

A. Financieel evenwicht van de gevoerde uitbating

Artikel 18 - Algemeen

Het algemeen beheer dient blijk te geven van zuinigheid.

Artikel 19 - Afschrijving

De afschrijvingstermijn van het ASTRID-systeem wordt in principe op 15 jaar vastgelegd. Dit principe dient echter met de noodzakelijke soepelheid te worden toegepast om A.S.T.R.I.D. toe te laten alle maatregelen te nemen die zij nodig acht om het ASTRID-systeem met zijn tijd mee te laten gaan.

Artikel 20 - Inkomsten

A.S.T.R.I.D. beschikt over de volgende inkomsten :

inkomsten uit de afgesloten abonnementen,

inkomsten uit de verkoop van goederen en diensten,

intrest op de tegoeden van haar financiële rekeningen,

inkomsten uit beleggingen en/of deelnames,

een door de Staat toegekende bijdrage in het kader van de uitvoering van de taken van openbare dienst,

inkomsten uit giften.

In uitvoering van de aandeelhoudersovereenkomst zal de nettowinst gedurende de eerste 15 boekjaren volledig voorbehouden blijven.

Artikel 21 - Investeringsritme (Art. 10 wet)

De investeringen in het ASTRID-systeem zijn gespreid over 4 jaar :

1998 : oprichting van de N.V. en oplevering van het testsysteem;

1999 : oplevering van het ASTRID-systeem voor Oost-Vlaanderen, het NNCC, het Nat OpsC en een Mob OpsC;

2000 : oplevering van het ASTRID-systeem voor West-Vlaanderen, Henegouwen,

Vlaams-Brabant, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Waals-Brabant;

2001 : oplevering van het ASTRID-systeem voor Antwerpen, Limburg, Luik, Luxemburg en Namen.

A.S.T.R.I.D. kan om plannings- en/of organisatorische redenen de installatievolgorde van de respectievelijke provincies wijzigen op voorwaarde dat zij het raadgevend comité van gebruikers hierover vooraf informeert.

In voorkomend geval stelt zij de Minister hiervan tijdig in kennis.

Artikel 22 - Tijdschema voor de volstorting van het kapitaal (Art. 10 wet)

Het financieel plan gaat uit van de volgende volstorting van het kapitaal :

25 % bij oprichting van A.S.T.R.I.D.,

35 % 1 jaar na oprichting, en

40 % 2 jaar na oprichting.

Artikel 23 - Bedrijfsplan

Er zal door de raad van bestuur een bedrijfsplan (« business plan ») voor vijf jaar worden opgemaakt dat jaarlijks wordt geactualiseerd. Het wordt aan de Minister gestuurd, die zijn beslissing treft na akkoord met de minister van Begroting.

Het omvat minstens volgende elementen :

De door A.S.T.R.I.D. gevolgde strategie, gebaseerd op de ontwikkeling van de nationale en internationale telecommunicatiemarkt, inzonderheid het segment van de hulp- en veiligheidssector;

De opdracht van A.S.T.R.I.D.;

Een analyse van de sterke en zwakke punten;

Een beschrijving van de aangeboden producten/diensten, uitgesplitst in de taken van openbare dienst en de (eventuele) commerciële diensten;

Overwogen nieuwe producten;

Een beschrijving van de aangewende middelen :

beleid inzake interconnectie-akkoorden met privé operatoren,

beleid inzake interconnectie-akkoorden met buitenlandse operatoren van hulp- en veiligheidsdiensten,

marketing en tarieven,

structuur en uitbouw van de N.V., in het bijzonder het personeelsbeleid,

logistiek en infrastructuur;

Het financieel plan met :

de economische hypothesen,

de weergave van de resultatenrekening en balans van de voorbije jaren, en een vooruitzicht voor de komende 5 jaren met bijzondere aandacht voor de door de Staat te leveren bijdrage,

een gedetailleerd overzicht van de lopende en geplande leningen.

B. Toekenning, voorwaarden en grenzen aan de bijdrage van de Staat

Deze titel bepaalt de voorwaarden en de berekeningswijze van toelagen ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Rijk tot dekking van bepaalde uitgaven die voortvloeien uit de taken van openbare dienst (Art. 10 wet van A.S.T.R.I.D.

Artikel 24 - Inhoud

De Staat, vertegenwoordigd door de Minister en de minister van Begroting, verbindt zich ertoe jaarlijks op de begroting van Binnenlandse zaken een bedrag ten gunste van de N.V. A.S.T.R.I.D. in te schrijven om volgende kosten te dekken :

a) Uitbatingskosten van de N.V. A.S.T.R.I.D.

1) De onderhoudskosten verbonden aan de door de N.V. A.S.T.R.I.D. aangekochte systeeminfrastructuur (hardware, software en databases) die nodig is voor de uitvoering van het doel dat haar in Art 3 van de wet is opgedragen.

2) De werkingskosten van de onder Art 24 a) 1) geciteerde systeeminfrastructuur. Hieronder wordt onder andere verstaan :

de kosten voor de huur, het onderhoud en/of de aanpassing van de masten en/of pylonen en de bijbehorende technische lokalen;

de vergunningsrechten verschuldigd aan het BIPT; en

de kosten voor de huur van vaste verbindingen.

3) De werkingskosten van de vennootschap. Hieronder worden onder andere verstaan :

de opstartkosten;

de personeelskosten;

de kosten voor de voortgezette opleidingen van het personeel;

de huurkosten voor de gebouwen; en

de kosten voor de dagelijkse werking (kantooruitrusting, telefoon,...).

In de hierboven beschreven uitbatingskosten wordt slechts bijgedragen door de Staat voor zover zij zijn toe te schrijven aan de uitvoering van de taken van openbare dienst van de N.V. A.S.T.R.I.D., zoals bepaald in de wet.

b) Prijsondersteunende bijdrage door de Staat (P.O.S.)

De prijsondersteunende bijdrage door de Staat is een nominaal bedrag dat in voorkomend geval voor de hierna opgesomde abonnementen, afgesloten tussen de N.V. A.S.T.R.I.D. en de in Art. 7 bedoelde openbare diensten, aan A.S.T.R.I.D. wordt toegekend.

Het nominale bedrag is gelijk aan het verschil tussen :

de gemiddelde netto kostprijs (= prijs zonder verlies noch winst, maar inclusief BTW) van een jaarabonnement voor een bij de N.V. A.S.T.R.I.D. gehuurd draagbaar radio-eindapparaat, onderhoud inbegrepen; en

een bedrag van 22.000,- BF BTWI (tegen franken 1998).

De bijdrage is van toepassing voor de volgende abonnementen :

draagbare radio-eindapparaten

mobiele radio-eindapparaten

vast opgestelde radio-eindapparaten

MDT en PDT eindapparaten

AVL eindapparatuur

Artikel 25 - Toekenningsvoorwaarden

De jaarlijkse bijdrage door de Staat voor het jaar J wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

zij moet in uitvoering van dit beheerscontract aan de hand van een met redenen omkleed verzoek aangevraagd worden bij de Minister, uiterlijk op 1 mei van het jaar J - 1;

zij moet gebaseerd zijn op zo concreet mogelijke boekhoudkundige cijfers (Cf jaarverslagen) en op het door de raad van bestuur en de regeringscommissarissen goedgekeurde "business" plan;

zij moet rekening houden met eventuele overschotten of tekorten (Cf Art. 28) van de voor het jaar J - 2 uitbetaalde bijdrage, en met het door niet openbare diensten betaalde « proportioneel deel » (Cf Art 33 c) tijdens het jaar J - 2.

Artikel 26 - Begrenzing

In elk geval zullen de toelagen over de eerste 5 exploitatiejaren niet meer bedragen dan :

Jaar	1998	1999	2000	2001	2002
Subsidie in Mio BEF	44	271	542	703	822

Artikel 27 - Uitbetaling

De jaarlijkse bijdrage door de Staat, zoals berekend in toepassing van de artikelen 24, 25 en 26, wordt ten laatste op de eerste werkdag van de maand maart van het jaar waar zij betrekking op heeft uitbetaald.

Bij gebrek aan storting tegen de vastgestelde datum, zal van rechtswege intrest verschuldigd zijn, berekend tegen de geldende wettelijke intrestvoet, te rekenen vanaf de dag van de eisbaarheid van de storting.

Artikel 28 - Controle op de opmaak en de aanwending -B bepaling van overschotten of tekorten

De controle op de opmaak van de bijdrage door de Staat gebeurt volgens het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

De controle op de aanwending van de bijdrage door de Staat gebeurt volgens de modaliteiten voorzien in artikel 17 en 18 van de wet.

De bepaling van eventuele overschotten of tekorten met betrekking tot de bijdrage door de Staat voor het jaar J gebeurt aan de hand van de exploitatieresultaten, zoals deze blijken uit het boekhoudkundig jaarverslag.

Artikel 29 - Tegemoetkoming uit het boetefonds

Om tot een rechtvaardige lastenverdeling over de gemeenten te komen aangaande hun participatie in de vennootschap wordt voorzien in een compensatie uit het boetefonds. De Minister verbindt er zich toe om bij de eerste aanvraag dienaangaande, uitgaande van de Gemeenteholding, de noodzakelijke aanpassingen aan het KB van 05.07.94

tot vaststelling van de voorwaarden waaronder gemeenten bepaalde financiële hulp van de Staat kunnen krijgen op het vlak van de veiligheid (hoofdstuk 3) te onderzoeken en de procedure voor aanpassing van het betrokken KB te starten.

C. Leningen aangegaan door A.S.T.R.I.D.

Artikel 30

De leningen, aangegaan door A.S.T.R.I.D., moeten afgesloten worden in samenwerking met en volgens de richtlijnen van de administratie van de Thesaurie, o.m. wat het raadplegen van de concurrentie betreft.

IV. Tarieven

Artikel 31 - Basisnorm

Onder « basisnorm » verstaat men de hoeveelheid communicatie (verkeer) die een eindapparaat op de radio-elektrische weg (« ether ») opwekt en die aan de basis lag van de dimensionering van het RCS-systeem. Bij deze dimensionering werd uitgegaan van de veronderstelling dat het systeem op termijn diensten aanbiedt voor 40.000 eindapparaten (Cfr overheidsopdracht bedoeld in Art. 22 van de wet).

Voor zover voorzien in de algemene contractvoorwaarden van A.S.T.R.I.D. (Cf Art. 37), kan deze norm gecumuleerd worden door een vereniging van gebruikers of klanten op basis van het aantal afgesloten abonnementen.

Artikel 32 - Het basistarief voor het gebruik van een eindapparaat

Het basistarief per jaar bestaat uit de volgende samenstellende delen :

a) een abonnementskost, gelijk aan X maal 1/40.000 van 1/15 deel van het in de wet voorziene kapitaal van A.S.T.R.I.D.; deze kost dekt o.m. de communicaties die binnen de basisnorm vallen.

Voor vaste, mobiele en draagbare radio- en data-eindapparaten is $X = 1$; voor andere eindapparaten kan dit oplopen of afnemen in functie van de belasting die zij voor het systeem kunnen betekenen.

A.S.T.R.I.D. kan deze factor X aanpassen naargelang de ontwikkeling in de tijd en voor zover het kan zonder het financieel evenwicht van de vennootschap in gevaar te brengen.

b) een financieringskost voor de eindapparaten (inclusief of exclusief de accessoires, naargelang de keuze van de klanten) :

— indien het gaat om een huur- of leasingcontract voor de eindapparaten met een duur gelijk aan de door de klanten gekozen afschrijvingstermijn, dan is deze kost gelijk aan de aflossing van een lening met constante annuïteiten, aangegaan ter dekking van de investeringskost van de eindapparaten (de klanten bepalen in dit geval de aflossings- of afschrijvingstermijn);

— in alle andere gevallen wordt deze kost vrij door A.S.T.R.I.D. bepaald in functie van een noodzakelijk inbegrepen risicopremie;

c) een kost ter dekking van een omnium onderhoudscontract voor het eindapparaat bij de leverancier;

d) een kost ter dekking van een « service » bij de klant i.g.v. panne aan of problemen met een eindapparaat;

e) een kost voor de communicaties bij overschrijding van de vastgestelde basisnorm;

f) de BTW.

De elementen aangehaald onder b) en d) zijn facultatief en afhankelijk van door de klant gemaakte keuzen. De kost aangehaald onder c) is alleen verplicht indien het gaat om een door A.S.T.R.I.D. verhuurd eindapparaat.

De lijnkost voor eindapparaten die a.h.v. een vaste verbinding met het RCS of de CAD verbonden worden is steeds ten laste van de klant.

Artikel 33 - Toepassingsprincipes voor de taken van openbare dienst van A.S.T.R.I.D.

a) De tarieven en tariefstructuren, of de formules voor hun berekening, van de door A.S.T.R.I.D. geleverde prestaties binnen haar taken van openbare dienst, en die niet in het beheerscontract zijn geregeld, worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd. Zonder gemotiveerde verwerping vanwege de Minister binnen de 60 dagen na voorlegging, worden ze geacht door hem te zijn goedgekeurd. Indien de terzake door de Minister genomen beslissing voor A.S.T.R.I.D. leidt tot bijkomende kosten, worden deze kosten gedekt door een gelijkwaardige tegemoetkoming ten laste van de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

b) De openbare diensten, vermeld in Art. 7, betalen voor hun abonnementen uitsluitend het basistarief (Cf Art. 32).

Indien het gaat om een bij A.S.T.R.I.D. gehuurd eindapparaat, voorkomend in de lijst van Art. 24-b. en voor zover het eindapparaat gedekt is door een onderhoudscontract, wordt het te betalen bedrag per abonnement verminderd met de P.O.S. (Cf Art. 24).

c) Voor wat betreft de uitvoering van opdrachten als helper van de overheid, betalen de niet openbare diensten, vermeld in Art 8, uitsluitend het basistarief voor hun abonnementen (Cf Art. 32). Voor andere opdrachten zijn de tarieven zoals omschreven in Art. 35 van toepassing.

Artikel 34 - Aanpassingen

Teneinde de implementatie van ASTRID te verzekeren en zonder discriminatoir te zijn t.o.v. de klanten kan de Minister, op voorstel van de vennootschap, na advies van het raadgevend comité van gebruikers, rekening houdend met de geboekte bedrijfsresultaten uit commerciële dienstverlening en na akkoord van de minister van begroting, de artikelen 31, 32 en 33 aanpassen.

Artikel 35 - Commerciële dienstverlening

A.S.T.R.I.D. mag geen diensten op commerciële basis verstrekken dan na daartoe te zijn gemachtigd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit (Art. 3 §.3. van de wet).

Voor door A.S.T.R.I.D. op commerciële basis verstrekte diensten geldt dat A.S.T.R.I.D. de tarieven en tariefstructuren vrij kan vaststellen. Zij is verplicht om in dit geval prijzen aan te rekenen die geenszins concurrentievervalsing zijn en waarbij een aanvaardbare winstmarge gehanteerd wordt. Ook dient zij voor eenzelfde dienstprestatie in heel België eenzelfde prijs te hanteren.

V. Gedragsregels t.o.v. de klanten

A. Algemeen

Artikel 36 - Principes

Binnen het raam van de rampenplanning behoudt de administratieve autoriteit, verantwoordelijk voor de coördinatie van de respectieve rampenfasen, een algemene beslissingsbevoegdheid t.a.v. de inzet, de organisatie en de configuratie van het ASTRID-systeem.

A.S.T.R.I.D. kan haar diensten slechts ter beschikking van een klant stellen op basis van een contract dat geenszins strijdig mag zijn met het beheerscontract.

Dergelijk contract dient de rechten en verplichtingen van beide partijen duidelijk te omschrijven.

Artikel 37 - Algemene contractvoorwaarden

Ten laatste drie maanden na de publicatie van het KB houdende dit beheerscontract, zal A.S.T.R.I.D. haar algemene contractvoorwaarden ter bekrachtiging aan de Minister voorleggen. Zij voegt het terzake door het raadgevend comité van gebruikers uitgebrachte advies (Cf titel VII) bij het dossier.

De algemene contractvoorwaarden hebben o.m. betrekking op : de beschrijving van de dienst, de leveringstermijnen, de weigeringsvoorwaarden, de verantwoordelijkheden, de voorwaarden voor veiligheid en vertrouwelijkheid, de facturatie- en betalingswijze, de niet-betaling, het misbruik, de behandeling van geschillen, de homologatie van eindapparatuur en het beëindigen van de dienstverlening.

A.S.T.R.I.D. bepaalt in haar algemene contractvoorwaarden in het bijzonder welke aspecten van de RCS- en CAD-systeemuitbating al of niet door de klant kunnen worden uitgevoerd. Zij verduidelijkt desbetreffend de verantwoordelijkheden van beide partijen. In elk geval zal hierbij het principe gehanteerd worden dat technische uitbating en toezicht steeds een verantwoordelijkheid van A.S.T.R.I.D. blijven.

Artikel 38 - Opleiding

Inzake opleiding verbindt A.S.T.R.I.D. zich ertoe haar klanten, behorende tot de in Art. 7 genoemde diensten, zonder meerprijs zo veel mogelijk te ondersteunen. Daarnaast zal zij een coördinerende rol op zich nemen bij het aanbieden van opleidingen tegen betaling.

B. Betreffende het RCS

Artikel 39 - Configuratie van het systeem

A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe om het RCS te configureren en te programmeren volgens de behoeften van de klanten die bepaald en verduidelijkt worden in de contracten afgesloten met de klanten en waar rekening werd gehouden met de capaciteit en bijzonderheden van het RCS. De configuratie en de programmatie van het systeem omvat onder andere :

de bepaling van het nummeringsplan (abonneenummers);

de bepaling van gespreksgroepen in het systeem;

de bepaling van de rechten van de abonnees volgens het type van afgesloten abonnement ("profiel").

Dit maakt deel uit van de diensten aangeboden door A.S.T.R.I.D., ongeacht het type van het afgesloten abonnement.

Artikel 40 - Migratie

A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe om haar klanten bij te staan bij de migratie van hun oude radiocommunicatiesystemen naar het ASTRID-systeem. Hiervoor zal A.S.T.R.I.D. tijdens de overgangsfase de verbinding verzorgen tussen hun oude systemen en het ASTRID-systeem.

De door A.S.T.R.I.D. geleverde steun tijdens en de uitvoeringswijze van de migratie zal vermeld worden in de contracten tussen A.S.T.R.I.D. en haar klanten.

Artikel 41 - Eigendom van gegevens

De gegevens betreffende verzonden en ontvangen communicaties van de abonnees van het RCS die door A.S.T.R.I.D. verzameld worden, zijn eigendom van de verenigingen of diensten waartoe de aan de communicatie deelnemende abonnees behoren.

A.S.T.R.I.D. heeft niettemin het recht om deze gegevens te gebruiken voor facturatie, voor het opmaken van statistieken en om de kwaliteit van de aangeboden diensten na te gaan. In dit raam garandeert A.S.T.R.I.D. de vertrouwelijkheid van deze gegevens.

C. Betreffende de CAD

Artikel 42 - Principes

De inplaatsstelling, de ter beschikkingstelling en het gebruik van de ASTRID CAD-systemen en het bijhorende nationaal operatiecentrum ten voordele van de Belgische politiediensten worden bepaald door een bij de Minister genomen ministerieel besluit.

Artikel 43 - Eigendom van de gegevens

Behoudens de door A.S.T.R.I.D. ter beschikking gestelde bestanden zijn alle gegevensbestanden opgeslagen in de ASTRID CAD-systemen eigendom van de gebruikers.

A.S.T.R.I.D. behoudt een toegangsrecht tot de gegevens met het oog op het opmaken van systeemstatistieken en performantiemetingen. De wijze van dit toegangsrecht dient bepaald in het in Art. 42 geciteerde ministerieel besluit.

D. Betreffende de eindapparatuur

Artikel 44 - Algemeen

Elk eindapparaat kan hetzij rechtstreeks bij A.S.T.R.I.D. gehuurd worden, hetzij door de klant aangekocht worden en via de betaling van een "abonnement" op het ASTRID-systeem worden aangesloten.

Het kan hetzij bij A.S.T.R.I.D. hetzij bij een andere leverancier aangekocht worden.

De diensten, instellingen, maatschappijen of verenigingen bedoeld in §.1. van Art. 3 van de wet zijn niet onderworpen aan de wet op de overheidsopdrachten van 24 december 1993 voor wat het afsluiten van abonnementen met of zonder eindapparatuur bij A.S.T.R.I.D. betreft.

Artikel 45 - Homologatie

Alle apparatuur die door een klant wordt aangekocht bij een derde moet gehomologeerd zijn door A.S.T.R.I.D. vóór de activering op het netwerk.

A.S.T.R.I.D. zal jaarlijks de lijst publiceren van de gehomologeerde eindapparaten die op het netwerk aangesloten mogen worden.

Artikel 46 - Programmering

De programmering van de eindapparatuur en de rechten van de klant voor de uitvoering van het geheel of een deel van deze programmering zullen nader bepaald worden in de contracten tussen A.S.T.R.I.D. en haar klanten.

In ieder geval zal A.S.T.R.I.D. de programmering van de eindapparatuur voorstellen als onderdeel van de basisdienst die geleverd wordt bij de activering van het eindapparaat op het ASTRID-systeem.

Artikel 47 - Activering en werking

A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe om binnen de 5 werkdagen aan een aanvraag tot activering van een eindapparaat gevolg te geven, op voorwaarde dat het « profiel » van de apparatuur vooraf in onderlinge overeenstemming tussen A.S.T.R.I.D. en de klant vastgelegd werd.

Artikel 48 - Vervanging van een eindapparaat

Bij een defect aan een gehuurd eindapparaat, en voor zover het verplichte onderhoudscontract effectief werd onderschreven (Cf Art. 32 voorlaatste §), verbindt A.S.T.R.I.D. zich ertoe om binnen de 24 uur een werkend eindapparaat ter beschikking te stellen, geprogrammeerd met hetzelfde « profiel » als het defecte eindapparaat. Deze omwisseling zal gebeuren in de dichtstbij gelegen vestiging van A.S.T.R.I.D. of, tegen bijkomende kosten, bij de klant.

E. Betreffende de Mobiele Operatie Centra (Mob OpsC)

Artikel 49 - Algemeen

Mobiele uitbreidingen van het RCS- en de CAD-systemen zijn een exclusieve bevoegdheid van A.S.T.R.I.D..

Artikel 50 - Ter beschikking stellen

Het ter beschikking stellen van dergelijke apparatuur wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V, Titel A, B, C en D. Bijkomende regels voor de activering of terbeschikkingstelling van het MobOpsC aan een klant zullen later in overleg met het raadgevend comité van gebruikers door A.S.T.R.I.D. vastgelegd worden.

F. Kwaliteit van de diensten

Artikel 51 - Jaarrapport

A.S.T.R.I.D. verbindt zich ertoe om in haar jaarrapport minstens volgende kwaliteitsindicatoren betreffende de radiocommunicatie en CAD-diensten te verzamelen en te publiceren :

beschikbaarheidsgraad van het RCS;

percentage mislukte oproepen;

percentage van in wachtrij geplaatste oproepen;

gemiddelde wachttijd;

activeringstermijnen;

interventietermijnen;

beschikbaarheidsgraad van de CAD.

Dit jaarrapport zal ook het volgende bevatten :

de jaarrekening van de vennootschap

statistieken en analyses over de ontvangen klachten (onderwerp, frequentie, snelheid van behandeling, gevolg,...)

VI. Verantwoordelijkheid van de Staat (voorwaarden die A.S.T.R.I.D. toelaten haar taak uit te voeren)

Artikel 52 - Infrastructuur

Opdat A.S.T.R.I.D. haar taak zou kunnen uitvoeren, moet de Staat de volgende infrastructuur ter beschikking stellen binnen een termijn die zal vastgelegd worden tussen A.S.T.R.I.D. en de bevoegde Ministers :

1. Gebouwen bestemd voor de CAD-systemen.

De bevoegde diensten van de gebruikers en het Ministerie van Ambtenarenzaken (de Regie der Gebouwen) zullen de lokalen, noodzakelijk voor de huisvesting van de CAD-systemen, tijdig (Cf Art. 9) aan A.S.T.R.I.D. ter beschikking stellen. Het betreft met name :

CAD West-Vlaanderen	Zandstraat 148, 8000 Brugge
CAD Oost-Vlaanderen	Groendreef 181, 9000 Gent
CAD Antwerpen	Boomssteenweg 180, 2610 Antwerpen
CAD Limburg	Luikersteenweg 228, 3500 Hasselt
CAD Vlaams-Brabant	Pleinstraat 135, 3001 Leuven
CAD Brussel en NatOpsC	F. Toussaintstraat 47, 1050 Brussel
Uitbreiding Nationale luchthaven	Nationale luchthaven, 1930 Zaventem
CAD Waals-Brabant	Chaussée de Louvain 34, 1300 Wavre
CAD Henegouwen	Chemin de la Procession 188, 7000 Mons
CAD Namen	Rue Bertrand Janquin 70, 5100 Namur-Jambes
CAD Luik	Rue Saint Léonard 47, 4000 Liège
CAD Luxemburg	Rue de Neufchâteau 132, 6700 Arlon

De onderhouds- en gebruikskosten (water, energie, ...) van deze lokalen zijn ten laste van de gebruikers van de CAD-systemen.

Dienaangaande zal binnen een termijn van 2 maanden volgend op de publicatie van het KB tot vaststelling van dit beheerscontract, een protocol afgesloten worden tussen de vennootschap en het Ministerie van Ambtenarenzaken (de Regie der Gebouwen).

2. Masten en pylonen van het RCS.

Het Ministerie van van Ambtenarenzaken (Regie der gebouwen), of elke andere dienst, zullen A.S.T.R.I.D. toelaten apparatuur te plaatsen op masten of torens, eigendom van de Staat, op voorwaarde dat :

A.S.T.R.I.D., in overeenstemming met de gebruikers van actueel op deze infrastructuur geïnstalleerde systemen, de nodige maatregelen treft opdat de hinder voor het gebruik van deze systemen tot een minimum beperkt blijft, en voor zover het materiaal dat geïnstalleerd zal worden de stabiliteit van de infrastructuur niet in gevaar brengt.

Het Ministerie van van Ambtenarenzaken (Regie der gebouwen) zal, zo mogelijk, in de omgeving van elk van deze masten of pylonen aan A.S.T.R.I.D. de nodige plaats ter beschikking stellen om een « shelter » te plaatsen (onder « shelter » dient een technische container van $\pm 6 \text{ m}^2$ te worden verstaan).

Dienaangaande zal binnen een termijn van 2 maanden volgend op de publicatie van het KB tot vaststelling van dit beheerscontract, een protocol afgesloten worden tussen de vennootschap en het Ministerie van van Ambtenarenzaken (de Regie der Gebouwen).

3. Infrastructuur van het BEMILCOM systeem.

Het Ministerie van Landsverdediging zal A.S.T.R.I.D. toelaten apparatuur te plaatsen op BEMILCOM masten of torens, op voorwaarde dat :

A.S.T.R.I.D. de technische voorschriften voor de installatie van niet-BEMILCOM materiaal op BEMILCOM torens respecteert,

het materiaal dat geïnstalleerd zal worden de stabiliteit van de infrastructuur niet in gevaar brengt, en

A.S.T.R.I.D. de financiële kosten voortvloeiend uit noodzakelijke stabiliteits- of technische studies ten laste neemt.

Het Ministerie van Landsverdediging zal, zo mogelijk, in de omgeving van elk van deze masten of torens aan A.S.T.R.I.D. de nodige plaats ter beschikking stellen om een « shelter » te plaatsen (onder « shelter » dient een technische container van $\pm 6 \text{ m}^2$ te worden verstaan).

Dienaangaande zal binnen een termijn van 2 maanden volgend op de publicatie van het KB tot vaststelling van dit beheerscontract, een protocol afgesloten worden tussen de vennootschap en het Ministerie van Landsverdediging.

Artikel 53 - Aansluiting op het systeem

Voor de in Art. 7 vermelde diensten zullen de respectievelijk bevoegde ministers het aansluiten binnen de in het financieel plan vooropgestelde hypothesen stimuleren.

In elk geval dienen de federale politiediensten, de civiele bescherming, de veiligheid van de Staat, de douane en de dienst 100 voor hun radiocommunicatie uiterlijk op 01 januari 2005 volledig van de diensten van A.S.T.R.I.D. gebruik te maken. De verplichting tot aansluiten belet geenszins de uitvoering door deze diensten van de hen bij of krachtens de wet toegekende opdrachten.

Voor de in Art 7 vermelde gemeentelijke diensten zal de Minister in het kader van zijn subsidiëringsbeleid het aansluiten binnen de in het financieel plan vooropgestelde hypothesen stimuleren.

Artikel 54 - Centrale databanken van de politiediensten (« POLIS »)

De Algemene Politie Steundienst (APSD) zal, met de medewerking van de betrokken politiediensten, instaan voor de noodzakelijke aanpassingen aan de eigen informatica-infrastructuur opdat de toegang tot de centrale databanken van de politiediensten (Cf POLIS systeem) vanuit de CAD-systemen en met alle MDT's in gebruik bij de Belgische politiediensten, zal gegarandeerd zijn op het ogenblik van oplevering van de respectievelijke CAD-systemen.

De Minister maakt, na akkoord van de minister van Begroting, met de raad van bestuur de noodzakelijke afspraken omtrent de co-financiering van deze aanpassingen door A.S.T.R.I.D..

Artikel 55 - NATionaal InformaticaNetwerk van de hULpdiensten (NATINUL)

De Algemene directie van de Civiele Bescherming zal instaan voor de noodzakelijke aanpassingen aan de informatica-infrastructuur van de NATINUL-centra om de interface tussen deze centra en de ASTRID CAD-systemen te realiseren uiterlijk 1 jaar na de oplevering van de NATINUL of de ASTRID CAD-systemen, naargelang de datum die het laatst valt.

De Minister, na akkoord van de minister van Begroting, maakt met de raad van bestuur de noodzakelijke afspraken omtrent de co-financiering van deze aanpassingen door A.S.T.R.I.D..

Artikel 56 - Politie Informatica Project (PIP)

De Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie zal instaan voor de noodzakelijke aanpassingen aan de informatica-infrastructuur van het PIP om de interface tussen dit platform en de ASTRID CAD-systemen uiterlijk tegen de datum van oplevering van de ASTRID CAD's te realiseren.

De Minister, na akkoord van de minister van Begroting, maakt met de raad van bestuur de noodzakelijke afspraken omtrent de co-financiering van deze aanpassingen door A.S.T.R.I.D..

VII. Vertegenwoordiging van de klanten (Cfr Art. 15 statuten)

Artikel 57 - Raadgevend comité van gebruikers.

Het raadgevend comité van gebruikers zoals bedoeld in artikel 15 van de statuten is samengesteld uit :

één vertegenwoordiger van de rijkswacht, aangewezen door de commandant van de rijkswacht;

één vertegenwoordiger van de gemeentepolitie, aangewezen door de vaste commissie van de gemeentepolitie;

één vertegenwoordiger van de gerechtelijke politie, aangewezen door de commissaris-generaal van de gerechtelijke politie;

één vertegenwoordiger van de brandweerdiensten, aangewezen door de directeur-generaal van de civiele bescherming;

één vertegenwoordiger van de civiele bescherming, aangewezen door de directeur-generaal van de civiele bescherming;

één vertegenwoordiger van de douane, aangewezen door de directeur-generaal van de douane en accijnzen;

één vertegenwoordiger van de veiligheid van de Staat, aangewezen door de Administrateur-generaal van de veiligheid van de Staat;

één vertegenwoordiger van de dienst 100, aangewezen door de directeur-generaal van de gezondheidszorgen;

en uit de vertegenwoordigers van de andere diensten (Cf Art. 7) of niet openbare diensten die minimum 500 abonnementen afgesloten hebben. Om tot het quotum van 500 abonnementen te komen mogen deze diensten zich samenvoegen.

Artikel 58 - Taken en werking.

De raad van bestuur regelt de interne werking van het comité, na hieromtrent advies gevraagd te hebben aan het comité.

Op haar eerste zitting kiest het comité een voorzitter onder haar leden. Het mandaat van de voorzitter is voor de duur van één jaar en hernieuwbaar.

A.S.T.R.I.D. is belast met het secretariaat, het versturen van de oproepingen en de materiële ondersteuning van het comité.

Het comité :

adviseert de raad van bestuur en de gedelegeerd bestuurder (of in voorkomend geval de directeur-generaal), binnen de vooropgestelde termijnen omtrent de haar voorgelegde vragen;

formuleert voorstellen m.b.t. de verbetering van de dienstverlening van A.S.T.R.I.D.;

beslist bij consensus of bij gebrek daaraan met meerderheid mits kennisgeving van de minderheidsstandpunten;

Artikel 59 - Personeel van de N.V. (Art. 16 wet)

Vacatures bij de N.V. A.S.T.R.I.D. worden in elk geval kenbaar gemaakt bij het raadgevend comité van gebruikers.

Het raadgevend comité van gebruikers bepaalt en staat vervolgens in voor de verspreiding naar de diensten die zij vertegenwoordigen.

Gedaan te Brussel op in twee originele exemplaren waarvan elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen,

NV A.S.T.R.I.D., De Belgische Staat,

Ch. JANSSENS, R. CARLIER, L. VAN DEN BOSSCHE, H. VAN ROMPUY

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 8 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Begroting,

H. VAN ROMPUY